

# "Construire des Systèmes Financiers Ruraux en Afrique: Propositions concrètes de la Microfinance"

Key note address – Issa Barro UNCDF – Bureau Régional AOC

---

- Son Excellence, Monsieur le Président de la République du Sénégal,
- Mme Ndèye Khady Diop, Ministre d'Etat, Ministre de la Famille, de la Sécurité Alimentaire, de l'Entreprenariat Féminin, de la Microfinance et de la Petite Enfance,
- Mr. Mamadou Touré, Président de l'AP-SFD,
- Mr. René Abouo-Nguessan, Président de AFMIN,
- Mmes & Mrs les Représentants des Agences de Développement,
- Collègues praticiens du secteur de la Microfinance,
- Mesdames et Messieurs, chers participants.

La finance rurale est définie comme la fourniture durable de services financiers appropriés aux ruraux pour la mise en oeuvre d'activités agricoles et non agricoles, à travers des institutions formelles, semi-formelles ou informelles.

Il est généralement admis que l'existence de marchés financiers inclusifs performants peut aider les populations à mieux saisir les opportunités économiques, à générer des avoirs, à gérer les risques auxquels ils sont exposés et à réduire leur vulnérabilité aux chocs exogènes et, ce faisant, à améliorer leurs conditions de vie. Si nous sommes d'accord avec cette affirmation, la principale question qui va nous occuper, en tant que partenaires et praticiens du secteur de la microfinance, est la suivante: Que faut-il faire, tant au niveau des politiques, des stratégies, des systèmes, des instruments et des produits, pour parvenir à construire des secteurs financiers inclusifs performants en milieu rural? C'est sur ce thème que nous allons devoir réfléchir tout au long de cette 8ième Conférence de AFMIN. Le sujet est d'autant plus d'actualité, à la lumière de la crise financière internationale et de la crise alimentaire qui frappe de nombreux pays d'Afrique sub-saharienne.

Jusqu'à présent, nous avons démontré avec succès notre capacité à fournir des services financiers en milieu urbain, à travers différents types d'institutions – banques commerciales, Etablissements financiers non bancaires, Institutions de microfinance, et bien d'autres formelles ou informelles. Nous l'avons fait en utilisant des produits très variés de crédit, d'épargne, d'assurance, de transferts d'argent et bien d'autres encore plus sophistiqués. Ce succès est d'ailleurs partiellement reflété par la forte bancarisation dans nos villes notamment au cours de ces dix dernières années.

Alors, peut-être que nous pouvons simplement démultiplier le succès obtenu en milieu urbain dans le monde rural et améliorer ainsi l'accès durable des populations rurales à des services financiers appropriés. Pourquoi pas ?

En fait, comme nous le savons tous, la réalité n'est pas aussi simple. Bien sûr, des avancées notables ont pu être obtenues dans le domaine de la finance rurale depuis la fin des années 80, avec le changement de paradigme et la reconnaissance que :

- i. les ruraux sont bancables,
- ii. qu'ils ne se limitent pas seulement à ceux qui pratiquent des activités agricoles, et
- iii. qu'ils ont besoin de divers types de services financiers pour lesquels ils sont prêts à payer.

Malgré ces avancées cependant, nous sommes encore confrontés à au moins trois défis majeurs dès lors qu'il s'agit de fourniture de services financiers en milieu rural:

- Le premier défi a trait au débat récurrent sur le plafonnement des taux d'intérêt: Quel devra être le niveau optimal de taux d'intérêt dans un contexte de coûts de transaction élevés et d'exigence de viabilité et de pérennité des institutions de financement rural, tout en s'assurant bien entendu que ces institutions ne transfèrent pas aux populations rurales le coût de leur inefficience? La diminution des coûts de transaction sera fonction de deux facteurs combinés : la disponibilité d'infrastructures en milieu rural et l'amélioration de l'efficience des institutions de financement rural.
- Le second défi est lié à la notion de risque, en particulier dans le financement de l'agriculture: Il s'agit d'identifier les facteurs qui contribuent de manière efficace à la gestion du risque de crédit, et d'examiner les voies et moyens d'améliorer de façon significative

l'accès des ruraux à des services financiers grâce à une bonne pratique de gestion du risque. En d'autres termes, quels sont les outils, les structures et les stratégies de gestion de risque qui permettent d'améliorer l'accès aux services financiers par les agriculteurs et tous les acteurs tout au long de la chaîne de valeur?

- Le troisième et dernier défi est lié à la création d'un environnement favorable: Comment concevoir et mettre en oeuvre des politiques permettant de promouvoir le développement de diverses catégories d'institutions financières rurales orientées vers le client, mobilisant de l'épargne avec efficacité et accordant des prêts à une large gamme d'activités en milieu rural: agriculture, agribusiness, activités non agricoles?

Nos Gouvernements respectifs et engagés, ainsi que les partenaires techniques et financiers et le secteur financier, ont tenté de répondre à ces défis avec des stratégies, des instruments et des produits, certains avec succès, d'autres avec moins de résultat.

Cette 8<sup>ème</sup> Conférence annuelle de AFMIN doit donc être perçue comme une formidable opportunité qui nous est offerte pour entendre de la part des divers intervenants, leurs expériences et success stories, ainsi que des défis qui nous interpellent.

Ainsi, à compter de demain et ce, jusqu'à la clôture de nos travaux, vous entendrez successivement:

- Des communications de représentants de AFRACA, DID, CGAP et la Frankfurt School of Finance & Management qui nous conduiront à travers les facteurs clés de succès et les leçons apprises dans la conception et la mise en oeuvre de produits financiers en milieu rural et qui nous montreront comment les nouvelles technologies ont permis d'améliorer l'accès des populations rurales pauvres à des services financiers, à travers notamment le mobile banking et autres instruments. Ils nous parleront aussi du financement spécifique de l'agriculture et des liens avec la sécurité alimentaire qui est une préoccupation majeure de nos gouvernements, de nos partenaires, ainsi que des populations que nous avons le souci de servir.
- Des communications d'experts et praticiens de l'Economist Intelligence Unit, Lux-Development et GREEN Sénégal qui nous présenteront les problématiques et stratégies mises en oeuvre dans

la construction de systèmes financiers inclusifs ruraux. Ils nous guideront à travers le cadre légal et réglementaire de la microfinance dans les pays de l'UEMOA et son impact potentiel dans la création d'un environnement favorable permettant aux institutions de financement rural d'opérer selon des règles constructives.

- Les intervenants reviendront également sur la question cruciale de la gestion du risque pour nous exposer comment une bonne identification des risques et une bonne mise en oeuvre d'instruments appropriés de gestion du risque sur tout le long de la chaîne de valeur agricole peuvent contribuer à accroître le financement en direction de l'agriculture.

Les groupes de travail qui seront organisés à l'issue de chacune de ces thématiques permettront aux autres de partager leurs expériences et d'exprimer leurs points de vue.

Sans autre commentaire, je vais céder le podium au Président de séance, non sans avoir au préalable remercié le Président et les membres de AFMIN de nous donner cette opportunité d'explorer plus encore la problématique de la construction de systèmes financiers inclusifs ruraux.

Je vous remercie.